



Fiche d'informations

Répercussions de la libre circulation des personnes de l'UE et de l'AELE sur les assurances sociales et sur l'aide sociale

Date: août 2017
Domaine(s): International

Affirmation clé	Justification																																													
1er pilier																																														
1. Le 1 ^{er} pilier profite de l'immigration de main-d'œuvre en provenance des Etats membres de l'UE et de l'AELE.	<p>La part des ressortissants de l'UE et de l'AELE au financement du 1^{er} pilier est passée de 18,8% à 25,3% entre 2004 et 2014, tandis que celle des Suisses a diminué, passant de 75,0% à 69,3%. (S'agissant des ressortissants de pays tiers, leur part est passée de 6,2% à 5,5%)</p> <p><i>Tableau : Proportion des revenus soumis à cotisation selon la nationalité des cotisants (Etat: mars 2017)</i></p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>2000</th> <th>2004</th> <th>2005</th> <th>2010</th> <th>2011</th> <th>2012</th> <th>2013</th> <th>2014</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Suisses</td> <td>76.4%</td> <td>75.0%</td> <td>74.4%</td> <td>72.4%</td> <td>71.7%</td> <td>70.9%</td> <td>70.0%</td> <td>69.3%</td> </tr> <tr> <td>UE/AELE</td> <td>17.7%</td> <td>18.8%</td> <td>19.4%</td> <td>22.2%</td> <td>22.9%</td> <td>23.7%</td> <td>24.5%</td> <td>25.3%</td> </tr> <tr> <td>Etats tiers</td> <td>5.9%</td> <td>6.2%</td> <td>6.2%</td> <td>5.4%</td> <td>5.4%</td> <td>5.4%</td> <td>5.5%</td> <td>5.5%</td> </tr> <tr> <td>Total</td> <td>100.0%</td> <td>100.0%</td> <td>100.0%</td> <td>100.0%</td> <td>100.0%</td> <td>100.0%</td> <td>100.0%</td> <td>100.0%</td> </tr> </tbody> </table> <p>Source : rapport de l'Observatoire 2017, *sont pris en compte tous les revenus soumis à cotisation</p>		2000	2004	2005	2010	2011	2012	2013	2014	Suisses	76.4%	75.0%	74.4%	72.4%	71.7%	70.9%	70.0%	69.3%	UE/AELE	17.7%	18.8%	19.4%	22.2%	22.9%	23.7%	24.5%	25.3%	Etats tiers	5.9%	6.2%	6.2%	5.4%	5.4%	5.4%	5.5%	5.5%	Total	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%
	2000	2004	2005	2010	2011	2012	2013	2014																																						
Suisses	76.4%	75.0%	74.4%	72.4%	71.7%	70.9%	70.0%	69.3%																																						
UE/AELE	17.7%	18.8%	19.4%	22.2%	22.9%	23.7%	24.5%	25.3%																																						
Etats tiers	5.9%	6.2%	6.2%	5.4%	5.4%	5.4%	5.5%	5.5%																																						
Total	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%	100.0%																																						

L'immigration en provenance de l'UE et de l'AELE a freiné le vieillissement de la population et, partant, allégé la charge des assurances du 1^{er} pilier financées selon le système de répartition. En moyenne les immigrants venant de l'UE et de l'AELE sont plus jeunes que la population résidente ce qui profite au rapport entre le nombre de retraités et celui des personnes actives (rapport de dépendance). Ce fait ne changera pas à l'avenir.

Pour un solde migratoire positif de 60 000 personnes (solde migratoire = nombre d'immigrants après déduction du nombre d'émigrants), le rapport de dépendance sera de 39,6% en 2030. Une réduction du solde migratoire de l'ordre de 20 000 personnes (de 60 000 à 40 000) induirait un rapport de dépendance de 40,9 %, soit une détérioration du rapport entre les actifs et les retraités.

Données démographique selon les scénarios démographiques de l'OFS	Solde migratoire		
	60'000 Scénario de référence (A-00-2015)	80'000 Scénario haut (B-00-2015)	40'000 Scénario bas (C-00-2015)
Population résidente permanente en 2030 à la fin de l'année	9'541'500	9'988'100	9'117'700
20-64 ans	5'487'500	5'745'200	5'229'600
65 ans et plus	2'174'200	2'207'900	2'138'000
Rapport de la population âgée de plus de 64 ans à la population de 20-64 ans	39,6%	38,4%	40,9%

Source: OFS

Affirmation clé	Justification														
<p>2. Les ressortissants de l'UE et de l'AELE sont des contributeurs nets.</p>	<p>Les ressortissants de l'UE et de l'AELE paient davantage de cotisations au 1^{er} pilier qu'ils ne perçoivent de prestations. En ils ont fourni 25,3% des cotisations (2014) alors qu'ils n'ont perçu que 15,1% de la somme globale des prestations individuelles du 1^{er} pilier (2016), soit 15,8% des rentes AVS, 14,5% des rentes AI et des mesures de réadaptation, 10,0% des prestations complémentaires et 14,1% des indemnités pour perte de gain.</p> <p><i>Figure :</i> Part des ressortissants de l'UE et de l'AELE dans les revenus soumis à cotisation et dans les principales prestations du 1^{er} pilier</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Category</th> <th>Percentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Total prestations sociales</td> <td>15.1%</td> </tr> <tr> <td>APG</td> <td>14.1%</td> </tr> <tr> <td>PC</td> <td>10.0%</td> </tr> <tr> <td>Rentes AI + mes. de réadaptation</td> <td>14.5%</td> </tr> <tr> <td>Rentes AVS</td> <td>15.8%</td> </tr> <tr> <td>Revenus AVS/AI soumis à cotisation (cotisation)</td> <td>25.3%</td> </tr> </tbody> </table> <p><i>Source : rapport de l'Observatoire 2017</i></p>	Category	Percentage	Total prestations sociales	15.1%	APG	14.1%	PC	10.0%	Rentes AI + mes. de réadaptation	14.5%	Rentes AVS	15.8%	Revenus AVS/AI soumis à cotisation (cotisation)	25.3%
Category	Percentage														
Total prestations sociales	15.1%														
APG	14.1%														
PC	10.0%														
Rentes AI + mes. de réadaptation	14.5%														
Rentes AVS	15.8%														
Revenus AVS/AI soumis à cotisation (cotisation)	25.3%														

Affirmation clé

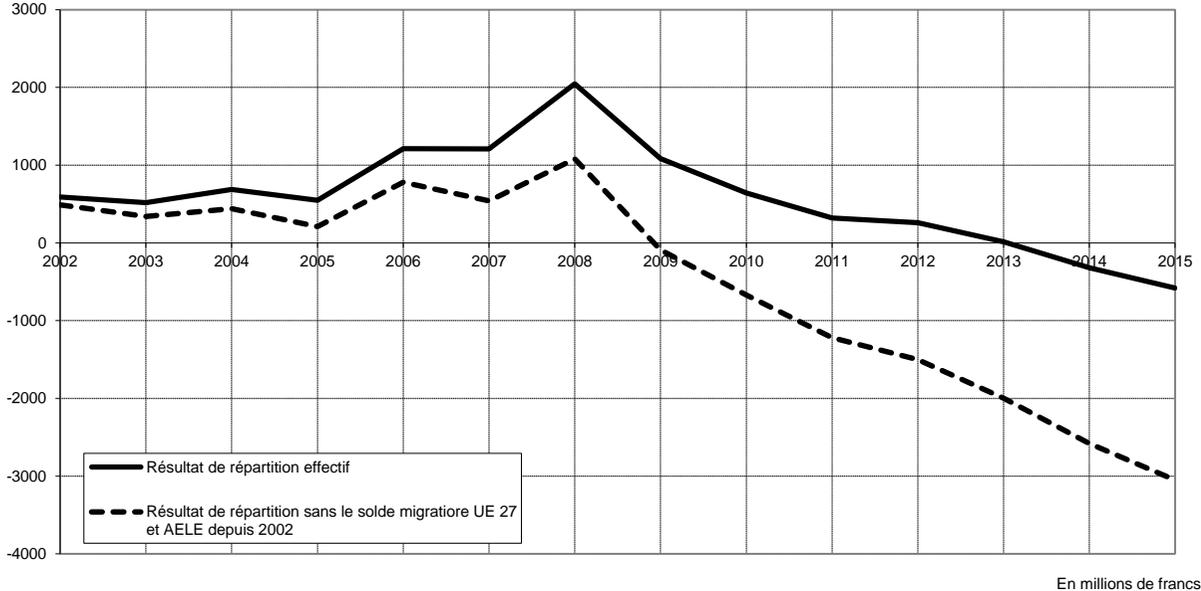
Justification

AVS

1. L'immigration a permis de reporter les problèmes de financement de l'AVS

Sans l'immigration de l'UE/AELE depuis 2002, le résultat de répartition de l'AVS aurait été déficitaire de 3,1 milliards de francs en 2015.

Figure : Influence du solde migratoire UE 27 et AELE sur le résultat de répartition depuis 2002



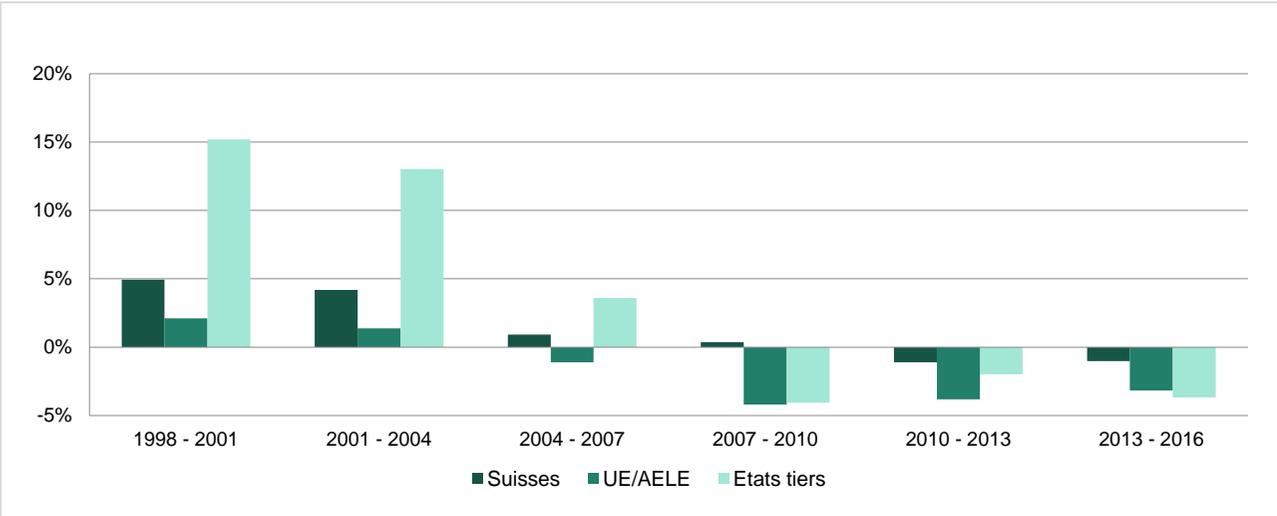
Source OFAS, propres calculs, solde migratoire OFS

2. Il n'est pas possible de se prononcer plus avant sur les répercussions de la libre circulation des personnes à long terme sur le financement et les prestations de l'AVS.

Le modèle de calcul des perspectives financières de l'AVS considère de manière générale un développement de la somme totale des rentes de la population étrangère.

La nature du phénomène de mobilité, la diversité des parcours, les changements de nationalité, de lieu de résidence de cette population ne facilite guère un traitement détaillé des estimations. D'où un traitement de l'effet de l'accord de libre circulation sur les perspectives financières de l'AVS s'avère incompatible.

<p>3. Les répercussions financières de la libre circulation des personnes sur les dépenses de l'AVS ne dépendent pas du nombre de bénéficiaires de rente, mais de la somme des rentes perçues.</p>	<p>Les ressortissants de l'UE et de l'AELE représentent 32 % de tous les bénéficiaires de rente de vieillesse, mais ne perçoivent que 15 % de la somme des rentes versées. Seuls 6 % des retraités en provenance de l'UE et de l'AELE ont cotisé pendant toute la durée réglementaire et peuvent donc prétendre à une rente complète.</p> <p>Par rapport aux Suisses, les ressortissants de l'UE et de l'AELE sont beaucoup moins nombreux à avoir cotisé pendant toute la durée réglementaire. Ils n'ont donc généralement droit qu'à une rente AVS partielle, correspondant à la période pendant laquelle ils ont été assujettis en Suisse.</p>
--	---

Affirmation clé	Justification																																																																																										
<p>AI</p> <p>1. La crainte que la libre circulation des personnes ne conduise à une augmentation massive du nombre de bénéficiaires de rente AI s'est avérée infondée.</p> <p>Les problèmes auxquels se trouve actuellement confrontée l'AI ne sont pas dus à la libre circulation des personnes.</p>	<p>Depuis quelques années, le nombre de bénéficiaires de rente AI diminue. La tendance à la baisse est plus marquée parmi les ressortissants de l'UE et de l'AELE que parmi les Suisses.</p> <p><i>Nombre de bénéficiaires de rente AI selon la nationalité 1998-2016</i></p> <table border="1" data-bbox="564 360 1935 517"> <thead> <tr> <th></th> <th>1998</th> <th>2001</th> <th>2004</th> <th>2007</th> <th>2010</th> <th>2012</th> <th>2013</th> <th>2014</th> <th>2015</th> <th>2016</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Suisses</td> <td>140'392</td> <td>162'270</td> <td>183'529</td> <td>188'606</td> <td>190'628</td> <td>187'310</td> <td>184'409</td> <td>182'014</td> <td>180'187</td> <td>178'830</td> </tr> <tr> <td>UE/AELE</td> <td>61'462</td> <td>65'449</td> <td>68'199</td> <td>65'965</td> <td>57'994</td> <td>53'738</td> <td>51'602</td> <td>49'810</td> <td>48'054</td> <td>46'865</td> </tr> <tr> <td>Etats tiers</td> <td>14'263</td> <td>21'796</td> <td>31'473</td> <td>34'992</td> <td>30'905</td> <td>29'962</td> <td>29'109</td> <td>28'106</td> <td>27'106</td> <td>26'024</td> </tr> <tr> <td>Total</td> <td>216'117</td> <td>249'515</td> <td>283'201</td> <td>289'563</td> <td>279'527</td> <td>271'010</td> <td>265'120</td> <td>259'930</td> <td>255'347</td> <td>251'719</td> </tr> </tbody> </table> <p><i>Taux annuel moyen de variation des bénéficiaires de rente AI selon la nationalité</i></p> <table border="1" data-bbox="564 603 1449 780"> <thead> <tr> <th></th> <th>1998-2001</th> <th>2001-2004</th> <th>2004-2007</th> <th>2007-2010</th> <th>2010-2013</th> <th>2013-2016</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Suisses</td> <td>4.9%</td> <td>4.2%</td> <td>0.9%</td> <td>0.4%</td> <td>-1.1%</td> <td>-1.0%</td> </tr> <tr> <td>UE/AELE</td> <td>2.1%</td> <td>1.4%</td> <td>-1.1%</td> <td>-4.2%</td> <td>-3.8%</td> <td>-3.2%</td> </tr> <tr> <td>Etats tiers</td> <td>15.2%</td> <td>13.0%</td> <td>3.6%</td> <td>-4.1%</td> <td>-2.0%</td> <td>-3.7%</td> </tr> <tr> <td>Total</td> <td>4.9%</td> <td>4.3%</td> <td>0.7%</td> <td>-1.2%</td> <td>-1.7%</td> <td>-1.7%</td> </tr> </tbody> </table> <p><i>Figure :</i> <i>Taux de croissance annuelle du nombre de rentes AI selon la nationalité</i></p>  <p>Source : rapport de l'Observatoire 2017, OFAS</p>		1998	2001	2004	2007	2010	2012	2013	2014	2015	2016	Suisses	140'392	162'270	183'529	188'606	190'628	187'310	184'409	182'014	180'187	178'830	UE/AELE	61'462	65'449	68'199	65'965	57'994	53'738	51'602	49'810	48'054	46'865	Etats tiers	14'263	21'796	31'473	34'992	30'905	29'962	29'109	28'106	27'106	26'024	Total	216'117	249'515	283'201	289'563	279'527	271'010	265'120	259'930	255'347	251'719		1998-2001	2001-2004	2004-2007	2007-2010	2010-2013	2013-2016	Suisses	4.9%	4.2%	0.9%	0.4%	-1.1%	-1.0%	UE/AELE	2.1%	1.4%	-1.1%	-4.2%	-3.8%	-3.2%	Etats tiers	15.2%	13.0%	3.6%	-4.1%	-2.0%	-3.7%	Total	4.9%	4.3%	0.7%	-1.2%	-1.7%	-1.7%
	1998	2001	2004	2007	2010	2012	2013	2014	2015	2016																																																																																	
Suisses	140'392	162'270	183'529	188'606	190'628	187'310	184'409	182'014	180'187	178'830																																																																																	
UE/AELE	61'462	65'449	68'199	65'965	57'994	53'738	51'602	49'810	48'054	46'865																																																																																	
Etats tiers	14'263	21'796	31'473	34'992	30'905	29'962	29'109	28'106	27'106	26'024																																																																																	
Total	216'117	249'515	283'201	289'563	279'527	271'010	265'120	259'930	255'347	251'719																																																																																	
	1998-2001	2001-2004	2004-2007	2007-2010	2010-2013	2013-2016																																																																																					
Suisses	4.9%	4.2%	0.9%	0.4%	-1.1%	-1.0%																																																																																					
UE/AELE	2.1%	1.4%	-1.1%	-4.2%	-3.8%	-3.2%																																																																																					
Etats tiers	15.2%	13.0%	3.6%	-4.1%	-2.0%	-3.7%																																																																																					
Total	4.9%	4.3%	0.7%	-1.2%	-1.7%	-1.7%																																																																																					
Affirmation clé	Justification																																																																																										

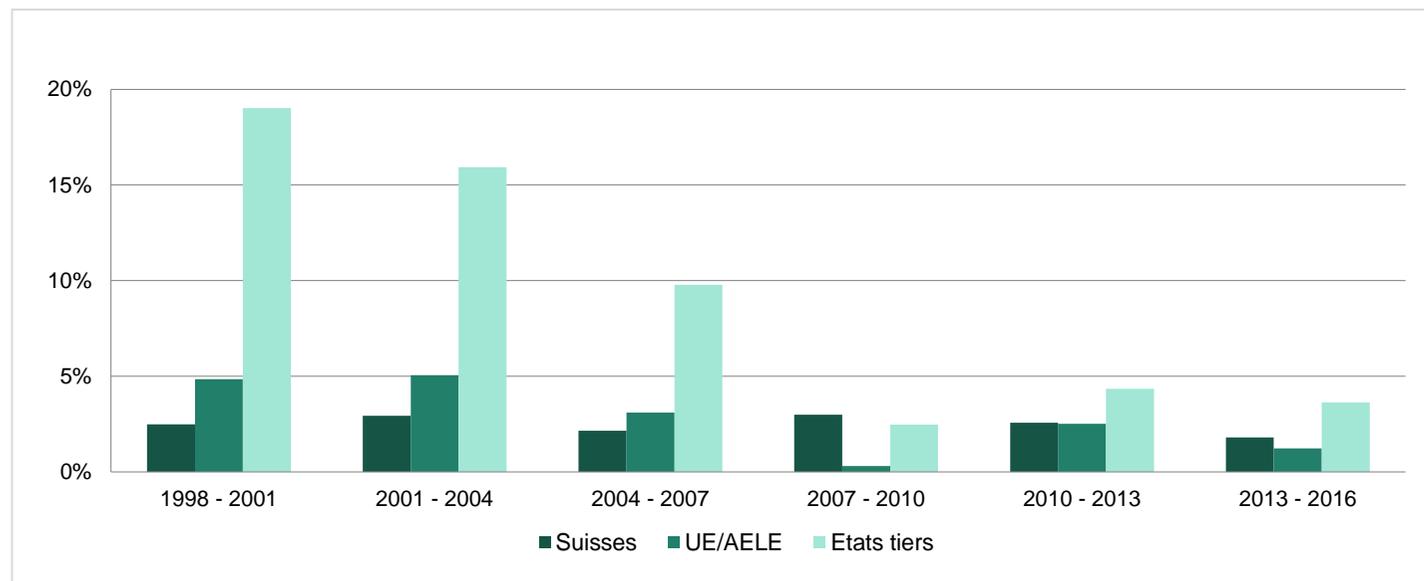
2. Les répercussions financières de la libre circulation des personnes sur les dépenses de l'AI, ne dépendent pas du nombre de bénéficiaires de rente, mais de la somme des rentes perçues.

Les ressortissants de l'UE et de l'AELE représentent 19 % de tous les bénéficiaires de rente AI, mais ne perçoivent que 15 % de la somme des rentes versées. Seuls 31 % des ressortissants de l'UE et de l'AELE touchant une rente perçoivent une rente complète.

Par rapport aux Suisses, les ressortissants de l'UE et de l'AELE sont beaucoup moins nombreux à avoir cotisé pendant toute la durée réglementaire. Ils n'ont donc généralement droit qu'à une rente partielle, correspondant à la période pendant laquelle ils ont été assujettis en Suisse.

Affirmation clé	Justification																																																																																										
PC																																																																																											
1. Seules les personnes domiciliées en Suisse ont droit à des prestations complémentaires.	<p>Les prestations complémentaires ne sont pas exportées. Seuls 19 % des ressortissants de l'UE et de l'AELE qui bénéficient de rentes AV/AI sont domiciliés en Suisse et ont droit aux prestations complémentaires. Ces dernières années, la proportion des ressortissants de l'UE et de l'AELE qui retournent dans leur pays d'origine affiche une tendance à la hausse.</p>																																																																																										
2. La libre circulation des personnes n'a pas entraîné d'augmentation notable du nombre de bénéficiaires de PC en provenance de l'UE et de l'AELE.	<p>Depuis l'été 2000, le taux de croissance du nombre de bénéficiaires de prestations complémentaires diminue. C'est notamment le cas des ressortissants de l'UE et de l'AELE. Leur taux de croissance est passé sous celui des Suisses.</p> <p><i>Nombre de bénéficiaires de PC à l'AVS/AI selon les nationalités 1998-2016</i></p> <table border="1" data-bbox="533 715 1989 882"> <thead> <tr> <th></th> <th>1998</th> <th>2001</th> <th>2004</th> <th>2007</th> <th>2010</th> <th>2012</th> <th>2013</th> <th>2014</th> <th>2015</th> <th>2016</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Suisses</td> <td>156'226</td> <td>168'190</td> <td>183'407</td> <td>195'525</td> <td>213'611</td> <td>227'072</td> <td>230'534</td> <td>236'737</td> <td>240'366</td> <td>243'171</td> </tr> <tr> <td>UE/AELE</td> <td>22'645</td> <td>26'097</td> <td>30'263</td> <td>33'166</td> <td>33'467</td> <td>35'226</td> <td>36'049</td> <td>37'096</td> <td>37'752</td> <td>37'393</td> </tr> <tr> <td>Etats tiers</td> <td>8'041</td> <td>13'556</td> <td>21'120</td> <td>27'941</td> <td>30'070</td> <td>32'870</td> <td>34'164</td> <td>35'518</td> <td>36'922</td> <td>38'030</td> </tr> <tr> <td>Total</td> <td>186'912</td> <td>207'843</td> <td>234'790</td> <td>256'632</td> <td>277'148</td> <td>295'168</td> <td>300'747</td> <td>309'351</td> <td>315'040</td> <td>318'594</td> </tr> </tbody> </table> <p><i>Taux annuel moyen de croissance des bénéficiaires de PC à l'AVS/AI selon la nationalité</i></p> <table border="1" data-bbox="533 994 1395 1145"> <thead> <tr> <th></th> <th>1998-2001</th> <th>2001-2004</th> <th>2004-2007</th> <th>2007-2010</th> <th>2010-2013</th> <th>2013-2016</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Suisses</td> <td>2.5%</td> <td>2.9%</td> <td>2.2%</td> <td>3.0%</td> <td>2.6%</td> <td>1.8%</td> </tr> <tr> <td>UE/AELE</td> <td>4.8%</td> <td>5.1%</td> <td>3.1%</td> <td>0.3%</td> <td>2.5%</td> <td>1.2%</td> </tr> <tr> <td>Etats tiers</td> <td>19.0%</td> <td>15.9%</td> <td>9.8%</td> <td>2.5%</td> <td>4.3%</td> <td>3.6%</td> </tr> <tr> <td>Total</td> <td>3.6%</td> <td>4.1%</td> <td>3.0%</td> <td>2.6%</td> <td>2.8%</td> <td>1.9%</td> </tr> </tbody> </table> <p><i>Figure</i></p>		1998	2001	2004	2007	2010	2012	2013	2014	2015	2016	Suisses	156'226	168'190	183'407	195'525	213'611	227'072	230'534	236'737	240'366	243'171	UE/AELE	22'645	26'097	30'263	33'166	33'467	35'226	36'049	37'096	37'752	37'393	Etats tiers	8'041	13'556	21'120	27'941	30'070	32'870	34'164	35'518	36'922	38'030	Total	186'912	207'843	234'790	256'632	277'148	295'168	300'747	309'351	315'040	318'594		1998-2001	2001-2004	2004-2007	2007-2010	2010-2013	2013-2016	Suisses	2.5%	2.9%	2.2%	3.0%	2.6%	1.8%	UE/AELE	4.8%	5.1%	3.1%	0.3%	2.5%	1.2%	Etats tiers	19.0%	15.9%	9.8%	2.5%	4.3%	3.6%	Total	3.6%	4.1%	3.0%	2.6%	2.8%	1.9%
	1998	2001	2004	2007	2010	2012	2013	2014	2015	2016																																																																																	
Suisses	156'226	168'190	183'407	195'525	213'611	227'072	230'534	236'737	240'366	243'171																																																																																	
UE/AELE	22'645	26'097	30'263	33'166	33'467	35'226	36'049	37'096	37'752	37'393																																																																																	
Etats tiers	8'041	13'556	21'120	27'941	30'070	32'870	34'164	35'518	36'922	38'030																																																																																	
Total	186'912	207'843	234'790	256'632	277'148	295'168	300'747	309'351	315'040	318'594																																																																																	
	1998-2001	2001-2004	2004-2007	2007-2010	2010-2013	2013-2016																																																																																					
Suisses	2.5%	2.9%	2.2%	3.0%	2.6%	1.8%																																																																																					
UE/AELE	4.8%	5.1%	3.1%	0.3%	2.5%	1.2%																																																																																					
Etats tiers	19.0%	15.9%	9.8%	2.5%	4.3%	3.6%																																																																																					
Total	3.6%	4.1%	3.0%	2.6%	2.8%	1.9%																																																																																					

Taux de croissance annuel de bénéficiaires de PC à l'AVS/AI selon la nationalité



Source : rapport de l'Observatoire 2017, OFAS

Affirmation clé	Justification																
AC																	
<p>1. Les ressortissants de l'UE et de l'AELE paient presque autant de cotisations qu'ils perçoivent de prestations.</p>	<p>En 2015, les ressortissants de l'UE et de l'AELE payaient 24,0% des cotisations à l'AC, tandis qu'ils percevaient 30,1% des indemnités de chômage.</p> <p><i>Parts aux cotisations de l'AC et aux dépenses pour indemnités de chômage</i></p> <table border="1" data-bbox="573 427 1818 676"> <thead> <tr> <th data-bbox="573 427 1227 528"></th> <th data-bbox="1234 427 1420 528">CH</th> <th data-bbox="1426 427 1615 528">UE-27/ AELE</th> <th data-bbox="1621 427 1818 528">Etat tiers</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="573 533 1227 587">Cotisations AC</td> <td data-bbox="1234 533 1420 587">70,4%</td> <td data-bbox="1426 533 1615 587">24,0%</td> <td data-bbox="1621 533 1818 587">5,6%</td> </tr> <tr> <td data-bbox="573 592 1227 630">Indemnités de chômage</td> <td data-bbox="1234 592 1420 630">54,9%</td> <td data-bbox="1426 592 1615 630">30,1%</td> <td data-bbox="1621 592 1818 630">14,9%</td> </tr> <tr> <td data-bbox="573 635 1227 676">Relation entre les cotisations et les indemnités</td> <td data-bbox="1234 635 1420 676">1,28</td> <td data-bbox="1426 635 1615 676">0,80</td> <td data-bbox="1621 635 1818 676">0,37</td> </tr> </tbody> </table> <p>Source: OFAS (comptes individuelles de l'AVS), seco</p>		CH	UE-27/ AELE	Etat tiers	Cotisations AC	70,4%	24,0%	5,6%	Indemnités de chômage	54,9%	30,1%	14,9%	Relation entre les cotisations et les indemnités	1,28	0,80	0,37
	CH	UE-27/ AELE	Etat tiers														
Cotisations AC	70,4%	24,0%	5,6%														
Indemnités de chômage	54,9%	30,1%	14,9%														
Relation entre les cotisations et les indemnités	1,28	0,80	0,37														

<i>Affirmation clé</i>	<i>Justification</i>
Aide sociale	
<p>1. La part des ressortissants de l'UE et de l'AELE parmi les bénéficiaires de l'aide sociale est inférieure à la moyenne.</p>	<p>La part des bénéficiaires de l'aide sociale parmi les ressortissants de l'UE-28 et de l'AELE (taux d'aide sociale) est de 3.1%, ce qui correspond à la moyenne suisse. Elle est supérieure à celle observée parmi les ressortissants de nationalité suisse de 2.2% et inférieure de manière significative à celle des ressortissants d'Etats tiers de 12.5%.</p>
<p>2. Il n'est pas possible de fournir des indications fiables concernant les répercussions de la libre circulation des personnes sur le taux d'aide sociale.</p> <p>Aucun indice ne permet d'affirmer que le risque des ressortissants de l'UE et de l'AELE de recourir à l'aide sociale s'est accru depuis 2002.</p>	<p>Il n'existe pas de données fiables concernant le taux d'aide sociale pour la période précédant l'entrée en vigueur de l'Accord sur le libre passage des personnes.</p> <p>Les données disponibles pour ces dernières années n'indiquent pas que les ressortissants de l'UE et de l'AELE courent davantage de risque de recourir à l'aide sociale que les Suisses.</p>